

AVRIL 2025



PETIT MANUEL  
AFNU

---

# SYSTÈME ÉCONOMIQUE

DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

---



A F N U  
ASSOCIATION FRANÇAISE  
POUR LES NATIONS UNIES

# SOMMAIRE



<b>Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Conseil économique et social</b>	<b>2</b>
<b>Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement</b>	<b>3</b>
<b>Le Programme des Nations Unies pour le développement</b>	<b>4</b>
<b>Banque Mondiale</b>	<b>5</b>
<b>Fond Monétaire International</b>	<b>6</b>
<b>Organisation Internationale du Travail</b>	<b>7</b>
<b>État des Lieux 2025</b>	<b>8</b>

# INTRODUCTION

Depuis sa création en 1945, l'Organisation des Nations Unies (ONU) s'est progressivement imposée comme un pilier essentiel de la gouvernance économique mondiale. Conçue à l'origine pour préserver la paix et favoriser la coopération entre les nations, elle a rapidement pris conscience que la stabilité politique ne pouvait être dissociée du développement économique. Face aux défis croissants liés à la pauvreté, aux inégalités, à la volatilité des marchés et crises financières, l'ONU a construit au fil des décennies un cadre institutionnel structuré visant à accompagner les États dans leur développement et à promouvoir une croissance plus équitable et durable.

Pour répondre à ces enjeux, l'Organisation des Nations Unies s'appuie sur un vaste réseau d'agences spécialisées, de programmes et de fonds chargés d'encadrer et de soutenir les économies mondiales. Celles-ci sont placées sous la supervision du Conseil économique et social, l'un des six organes principaux des Nations Unies. Ces institutions œuvrent ensemble pour répondre aux défis économiques mondiaux et promouvoir un développement durable et équilibré.

# CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (ECOSOC)

Le **Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC)** est l'un des six organes principaux des Nations Unies. Pilier essentiel dédié à la promotion du développement économique et social durable à l'échelle mondiale, il joue un rôle crucial en facilitant le dialogue et la coopération entre les États membres, les institutions spécialisées, la société civile et le secteur privé, afin de relever les défis globaux.

**L'ECOSOC orchestre les travaux de 14 commissions techniques de l'ONU et de 5 commissions régionales, ainsi que ceux de diverses institutions spécialisées.**

Il aide ces entités à atteindre leurs objectifs en leur donnant accès à des ressources techniques et financières. En harmonisant les efforts de ces entités, il garantit que les initiatives soient complémentaires et évite les superpositions de missions, assurant ainsi une approche cohérente et intégrée des enjeux mondiaux. Ainsi, le suivi des progrès réalisés par les commissions et institutions relève de la responsabilité du Conseil économique et social des Nations Unies. À travers des réunions régulières, il examine les rapports d'avancement et identifie les domaines nécessitant des ajustements. En encourageant le dialogue par le biais de forums et de conférences, il favorise l'échange d'idées et de bonnes pratiques, stimulant ainsi l'innovation et la collaboration.

# CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (ECOSOC)

Renforcer les capacités des commissions et institutions, en particulier dans les pays en développement, est une mission essentielle de l'ECOSOC. Il aide ces entités à atteindre leurs objectifs en leur donnant accès à des ressources techniques et financières, tout en veillant à ce que leurs actions intègrent les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable. Dans le même temps, le Conseil économique et social offre un lien entre ces commissions, institutions, organismes de l'ONU et le reste du monde. Il représente ainsi un espace où décideurs, parlementaires, chercheurs, fondations, entreprises, jeunes et plus de 3200 organisations non gouvernementales agréées peuvent se rencontrer et avoir des dialogues productifs.

**L'ECOSOC agit comme un chef d'orchestre, coordonnant les efforts des différentes commissions et institutions spécialisées pour garantir une approche harmonieuse et efficace des défis mondiaux, tout en promouvant un avenir durable et équitable pour tous.**



**Segment consacré  
aux affaires  
humanitaires**



**Segment consacré  
aux activités  
opérationnelles de  
développement**



**Segment  
consacré à la  
gestion**

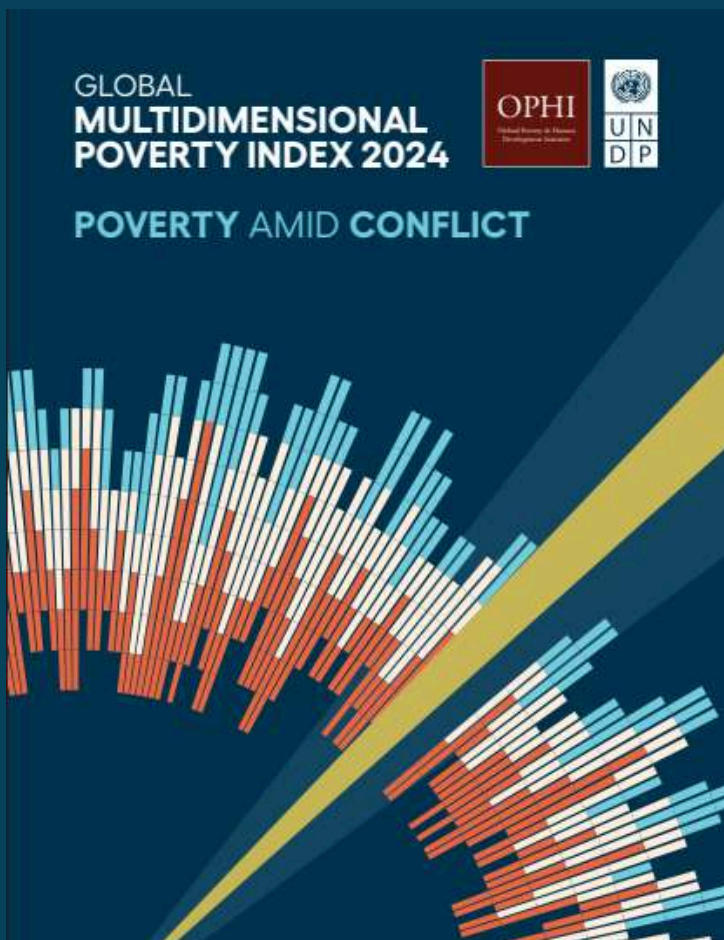
# CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

Le rôle de la CNUCED est de **favoriser l'intégration des pays en développement dans le commerce international** en réduisant les barrières commerciales, en soutenant la diversification économique et en facilitant l'accès aux financements et aux investissements. Elle encourage le transfert de technologies renforce les capacités des travailleurs et promeut des infrastructures adaptées pour améliorer la compétitivité. En parallèle, elle soutient un commerce plus équitable et durable tout en renforçant l'intégration régionale. À travers ses recommandations et programmes d'assistance, la CNUCED accompagne ces pays vers une croissance plus inclusive et durable. Elle compte 195 États membres, et un budget de 79 millions de dollars, finançant 219 projets dans 74 pays



# LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

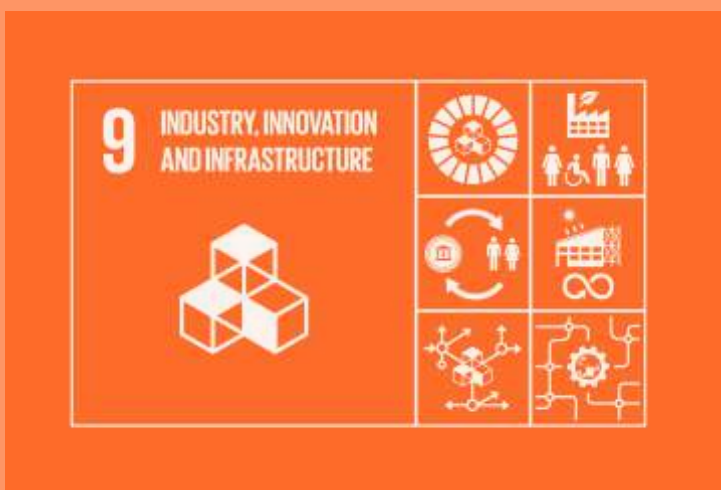
Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est une agence de l'ONU présente dans **177 pays et territoires**, qui lutte contre la pauvreté et favorise le développement durable. Il **accompagne les États sur le terrain** et dans la mise en place de politiques pour réduire les inégalités, renforcer la gouvernance, promouvoir la transition écologique et prévenir les crises.



À travers des initiatives en faveur de l'entrepreneuriat, des énergies renouvelables et de la stabilité institutionnelle, il contribue à une croissance plus inclusive et résiliente, plaçant la population locale au cœur des projets. Son budget annuel d'environ 4 milliards de dollars finance plus de 10 000 projets. Le PNUD est aussi à l'origine de l'indice de développement humain (IDH), outil clé pour mesurer les progrès socio-économiques mondiaux.

# ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

« Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation » - ODD N°9



L'ONUDI accompagne les pays en développement pour construire une industrie plus moderne, durable et inclusive. Son but est de créer des emplois, améliorer les conditions de vie et donner aux entreprises locales les moyens de se développer. Elle encourage l'innovation, aide les petites entreprises à se renforcer et favorise des pratiques respectueuses de l'environnement. En soutenant l'industrialisation responsable et en facilitant la coopération entre pays, l'ONUDI contribue à un avenir où chacun peut profiter d'une croissance économique plus juste et durable.

# BANQUE MONDIALE

La Banque mondiale est une institution financière internationale créée en 1944 pour lutter contre la pauvreté et soutenir le développement économique. Elle finance des projets dans des domaines clés comme les infrastructures (construction de routes, ponts, réseaux électriques), l'éducation (écoles, formation des enseignants), la santé (hôpitaux, accès aux soins) et l'environnement (transition énergétique, lutte contre le changement climatique). Elle accorde des prêts à faible taux d'intérêt et des subventions aux pays en développement pour améliorer leurs conditions de vie. En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, elle collabore avec l'ONU pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et favoriser une croissance inclusive et durable à l'échelle mondiale.



## WORLD BANK GROUP

En 2024, elle a accordé plus de 117,5 milliards de dollars de prêts à plus de 100 pays en développement. Parmi ses actions, elle a soutenu l'éducation de plus de 330 millions d'enfants, aidé 222 millions de personnes grâce à des programmes de protection sociale, et permis l'accès à l'électricité pour 170 millions de personnes.



# FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL

« Le FMI est chargé de trois missions cruciales : promouvoir la coopération monétaire internationale, favoriser l'expansion du commerce et de la croissance économique, et décourager les politiques économiques susceptibles de nuire à la prospérité. »



Le Fonds monétaire international (FMI) est une organisation internationale créée en 1944 pour assurer la stabilité du système monétaire mondial. Il surveille l'économie des États membres, accorde des prêts aux pays membres en difficulté et fournit une assistance technique pour améliorer la gestion économique. Son rôle est d'éviter les crises financières et de favoriser une croissance durable, bien que ses politiques d'austérité soient parfois critiquées pour leurs impacts sociaux. Contrairement à la Banque mondiale, qui finance le développement à long terme, le FMI se concentre sur la stabilité financière et la gestion des crises économiques. Il est une institution spécialisée des Nations Unies et collabore avec l'ONU sur des enjeux de développement et de gouvernance économique mondiale. Le FMI est gouverné par ses pays membres, auxquels il rend compte de son action.

# ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) est une agence spécialisée des Nations unies créée en 1919. Elle a pour mission de promouvoir le travail décent et les droits sociaux à l'échelle mondiale. L'OIT élabore des normes internationales du travail, aide les pays à les mettre en œuvre et mène des activités de coopération technique pour améliorer les conditions de travail, la sécurité sociale et les droits des travailleurs tout en . Elle regroupe des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, favorisant un dialogue tripartite. L'OIT joue un rôle clé dans la lutte contre le travail des enfants, la discrimination, et l'exploitation au travail.



Organisation  
internationale  
du Travail

Les 4 objectifs stratégiques de l'OIT

- Promouvoir et mettre en œuvre les principes et les droits fondamentaux au travail
- Accroître les possibilités pour les hommes et les femmes d'obtenir un emploi décent
- Etendre le bénéfice et l'efficacité de la protection sociale pour tous
- Renforcer le tripartisme et le dialogue social

# ÉTAT DES LIEUX 2025

Sous l'impulsion de l'élection de Donald Trump, les États-Unis ont amorcé un retrait financier des organisations internationales, notamment les Nations unies. Dès son retour à la Maison-Blanche, le président des États-Unis a signé un décret suspendant l'aide américaine au développement, imposant une pause de 90 jours sur tous les programmes d'assistance étrangère pour permettre une réévaluation complète. Début mars, nous avons assisté à une suppression brutale de 83 % des programmes de l'USAID, celle-ci représentait alors 42,8 milliards de dollars, soit 42 % de l'aide humanitaire déboursée mondialement. Cette suspension a conduit à l'arrêt de nombreux projets humanitaires et a fragilisé les opérations de l'ONU. Parallèlement, les États-Unis ont drastiquement réduit leurs contributions aux agences onusiennes, retirant notamment 377 millions de dollars à l'UNFPA, affectant directement des programmes humanitaires en Ukraine, au Soudan, en Afghanistan et à Gaza.

Ce désengagement américain va de paire avec le ralentissement de l'aide au développement d'une grande partie des pays développés, notamment en Europe. La France a annoncé une réduction de 2,1 milliards d'euros de son budget d'aide publique au développement pour 2025, soit une diminution de 34 %, représentant la baisse la plus importante en Europe. Les Pays-Bas ont prévu de réduire leur budget annuel d'aide au développement de 2,4 milliards d'euros d'ici 2027, avec des coupes de 300 millions d'euros en 2025 et 500 millions en 2026. L'Allemagne a également diminué son budget d'aide au développement de 940 millions d'euros et son aide humanitaire de 1,2 milliard d'euros pour 2025. La Suède a revu ses ambitions à la baisse, avec une réduction de 975 millions de couronnes (environ 84 millions d'euros) entre 2024 et 2025.

Ces restrictions budgétaires ont des conséquences majeures, alors que l'ONU estime que 305 millions de personnes auront besoin d'aide humanitaire en 2025, mais qu'elle ne pourra en assister que 190 millions en raison d'un manque de financement. Le budget nécessaire pour faire face à ces défis s'élève à 47 milliards de dollars, un montant bien supérieur à ce qui a été collecté en 2024. Dans les pays en développement, les coupes budgétaires affectent directement des secteurs clés comme l'éducation, avec une baisse des dépenses par élève et un gel des recrutements d'enseignants dans des pays comme le Ghana et la Zambie.

Ironie tragique de la situation, alors que le monde fait face à des crises humanitaires sans précédent – guerres, insécurité alimentaire, catastrophes climatiques – c'est précisément à ce moment que les financements sont globalement réduits. L'ONU, affaiblie par ces restrictions, peine à remplir sa mission, laissant des millions de personnes sans l'aide dont elles ont désespérément besoin.

---

## Sources

---

IRIS, 2025. Fin de l'USAID : conséquences internationales et multisectorielles

Oxfam France, 2025.. Réaction d'Oxfam suite à la publication des données préliminaires 2024 de l'OCDE de l'Aide publique au développement (APD)

Le Monde, 2025. Aide au développement : le grand repli européen

OCDE, 2025 .L'aide internationale recule en 2024 pour la première fois en cinq ans, selon l'OCDE

Financial Time, 2025. Aid's grim counter-revolution will prove self-defeating

# **SYSTÈME ÉCONOMIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES**



**A F N U**  
ASSOCIATION FRANÇAISE  
POUR LES NATIONS UNIES